

c'est que tout le sujet de la politique pétrolière et de l'importation de ce produit aux États-Unis, fait l'objet d'une étude par un comité spécial nommé par le président. Jusqu'à ce que le comité d'étude présente son rapport, le gouvernement des États-Unis n'a pas d'opinion.

**L'hon. M. Hees:** Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. Ont-ils signalé que ce comité d'étude présentera sous peu son rapport pour que nous puissions nous mettre à l'œuvre?

**L'hon. M. Sharp:** Oui, monsieur l'Orateur. Ils comptent qu'il sera présenté dans un avenir assez rapproché. Ils ont chaleureusement accueilli toute participation de notre part à cette étude.

**L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition):** Les ministres canadiens ont-ils exprimé une politique pétrolière canadienne? Ont-ils présenté aux ministres de Washington nos objectifs en matière d'exportation de pétrole et de gaz?

**L'hon. M. Sharp:** Oui, monsieur l'Orateur. Nous avons appuyé, je crois, les politiques générales que préconise le compagnon de pupitre du chef actuel de l'opposition. Nous continuons à suivre une politique nationale en matière de pétrole destiné à maximiser notre production de pétrole et nos exportations aux États-Unis.

**L'hon. M. Stanfield:** Les ministres canadiens ont-ils présenté une politique précise ou ont-ils simplement discuté de la maximisation des exportations et de la voie dont parle le ministre?

**L'hon. M. Sharp:** Rien n'importe plus à mes yeux que de maximiser les exportations de pétrole canadien. J'espère que mon ami en conviendra. C'est un objectif souhaitable.

**M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord):** Vu les réponses du ministre au chef de l'opposition, je me demande si je pourrais poser une question? Il s'agit de l'alinéa (10) du communiqué déposé ce matin. En voici la dernière phrase:

A cet égard, les membres de la délégation des États-Unis ont décrit l'examen détaillé qu'effectuent actuellement les États-Unis en ce qui concerne leurs politiques d'importation du pétrole.

Il n'y est pas question de recherche ou d'étude détaillée de la part du Canada. Il est grand temps qu'on nous réponde là-dessus. Le ministre va-t-il confirmer ou nier qu'un accord secret entre les États-Unis et le Canada a été conclu depuis l'accord secret de 1967 signé par son gouvernement?

**L'hon. M. Sharp:** Monsieur l'Orateur, nous avons des ententes avec les États-Unis, qui visent à assurer le mouvement de pétrole le plus considérable à travers la frontière canado-américaine. Le député est parfaitement au courant de la chose. Il est important d'atteindre cet objectif dans la plus grande harmonie possible avec les États-Unis. C'est ce que nous faisons.

**M. Woolliams:** Puis-je poser une question supplémentaire? Le ministre nous dira-t-il s'il y a actuellement un accord secret entre le Canada et les États-Unis, signé après 1967? Si le ministre refuse de répondre, cela doit vouloir dire qu'il y en a un.

**L'hon. M. Sharp:** Monsieur l'Orateur, comme le député le sait, la frontière est ouverte entre le Canada et les États-Unis, en ce qui concerne le pétrole. C'est là l'objectif du gouvernement canadien, de garder la frontière ouverte. Si le député veut qu'elle soit fermée, il n'a qu'à poursuivre dans la même veine.

**M. Woolliams:** Je pose la question de privilège. Le ministre sait que je n'ai jamais proposé qu'on ferme la frontière en parlant de cette industrie de l'Ouest canadien ou de n'importe quelle autre industrie. Si le ministre n'était pas aussi verbeux et aussi tranchant dans tout ce qu'il dit, il pourrait me donner une partie de ces renseignements.

**M. Max Saltsman (Waterloo):** J'aurais une question supplémentaire à poser au sujet des discussions sur la politique du pétrole. Lorsque ces entretiens ont eu lieu, le ministre a-t-il dit clairement qu'au cas où on n'admettrait pas d'importations supplémentaires de pétrole aux États-Unis, le Canada pourrait recourir à d'autres solutions, par exemple, un pipe-line jusqu'à Montréal?

**L'hon. M. Sharp:** Monsieur l'Orateur, le gouvernement des États-Unis sait qu'il existe d'autres solutions, dont nous avons d'ailleurs discuté avec lui à maintes reprises. A notre avis, cependant, et j'espère que le représentant sera d'accord, nous devrions choisir la solution de rechange qui ait pour résultat de porter au maximum le rendement de pétrole dans l'Ouest canadien.

**M. Saltsman:** Le ministre a-t-il dit clairement au cours de ces entretiens que le gouvernement canadien était prêt à recourir à ces autres solutions si le marché américain lui était interdit?

**L'hon. M. Sharp:** Monsieur l'Orateur, s'il devait par hasard en être ainsi—mais j'espère que cela n'arrivera pas à la suite des déclarations irréflechies faites ici aujourd'hui—du